

Des perquisitions visant des associations pour la défense des droits des femmes se sont déroulées dans plusieurs villes de Pologne la semaine dernière. L'opposition y voit la main du gouvernement réactionnaire Droit et Justice.

Des fonctionnaires de police ont franchi les portes des bureaux des ONG œuvrant à la protection des droits des femmes dans plusieurs villes polonaises, mercredi 4 octobre. Ils en sont sortis avec des ordinateurs, des disques durs, des dossiers. Selon le porte-parole de la police, cette action est liée à l'enquête concernant le fonctionnement du Fonds de l'Assistance aux Victimes affilié au Ministère de la Justice et s'est défendu de viser particulièrement les associations féministes. L'ordre de perquisition a été délivré par le Parquet et les dossiers emportés concernent en effet des subventions accordées par le Fonds à ces organisations sur la période 2012-2015.

L'opposition dénonce une action politique

Mais le contexte de cette décision interroge étant donné qu'une « grève générale des femmes » s'était déroulée la veille dans tout le pays. Ces manifestations pour la défense des droits des femmes sont récurrentes en Pologne depuis que le parti réactionnaire Droit et Justice (PiS) a repris le pouvoir en 2015. Plusieurs membres de l'opposition parlementaire ont ainsi émis des doutes en ce qui concerne les motivations de cette perquisition.

Bogdan Klich, sénateur de la Plate-forme civique (PO), a publié sur Twitter une lettre adressée au ministre de l'Intérieur Mariusz Błaszczak. Il considère qu'aux yeux de l'opinion publique, l'action de la police est liée aux manifestations de la veille et réclame des explications.

La vice-présidente de la Diète, de la Plate-forme civique, Małgorzata Kidawa-Błońska, a fait connaître son intention d'interpeller elle-aussi la Première Ministre Beata Szydło ce lundi. « *Si la police entre un seul jour dans des bureaux de plusieurs organisations, nous voulons savoir quel est le but de ce contrôle* », a-t-elle réagi.

« *Nous voulons savoir quel est le but de ce contrôle.* »

Madame Monika Rosa, députée du parti Moderne (Nowoczesna) a annoncé également avoir déposé une demande de renseignement auprès de la Première Ministre. « *Nous savons fort bien que les associations qui s'opposent à la violence contre les femmes ne sont pas d'accord avec la présente politique du gouvernement en ce qui concerne la protection des droits des femmes* ».

Le ministre de l'Intérieur Mariusz Błaszczak a enfin répondu aux interpellations de l'opposition. Il considère leurs « charges » comme « absurdes » et affirme que l'action de la police était recommandée par le Parquet. Selon, lui, « *l'opposition totale* » s'efforce de trouver un « *champ pour attaquer le gouvernement* ».

Les opposants au gouvernement considèrent plus largement que le parti Droit et Justice tente de s'en prendre aux ONG progressistes. Si le Fonds d'Assistance aux Victimes est passée sous le PiS de 30 à 385 millions de zlotys, les ONG n'en recevront que 20 millions (soit 4,6 millions d'euros), le reste étant consacré à la police, ou encore à l'administration publique. De plus, la majorité de cette somme est attribuée à des organisations liées à l'Église catholique, comme l'organisation Caritas.